

L'OPTION A ÉTÉ ANNONCÉE PAR SELLAL

Les experts divisés sur le recours à l'emprunt obligataire

Sous l'effet de la crise qu'ils ne peuvent plus nier, les pouvoirs publics cherchent des solutions alternatives. Parmi celles-ci le recours à l'emprunt obligataire privilégié à l'endettement externe. Si certains observateurs estiment que c'est le bon choix face à l'endettement, d'autres, en revanche, pensent qu'au contraire, l'option de l'emprunt obligataire n'est «en aucun cas» une alternative au financement de l'économie.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Le Premier ministre Abdelmalek Sellal a déclaré, à l'ouverture de la session de printemps du Parlement, le 2 mars dernier, que le gouvernement allait lancer un emprunt obligataire national pour faire face à la baisse des recettes due à la chute des cours du brut qui oscillent actuellement entre 30 et 35 dollars. C'est quoi un emprunt obligataire ?

Selon l'économiste Mohamed Achir, enseignant à l'Université de Tizi-Ouzou, un emprunt obligataire est un titre de créance. «C'est comme un crédit bancaire sauf que celui-ci se fait par voie de titre de reconnaissance», explicite-t-il d'emblée. Il s'agit d'un titre négociable à échéance avec des coupons (intérêts).

Selon Mohamed Achir, il existe plusieurs types d'emprunts obligataires : fixe et variable. Pour le premier, on fixe au lancement de l'opération le taux d'intérêt ainsi que les

échéances de remboursement, et enfin, on fixe la date d'échéance de remboursement du capital global de la créance. Il y a également des titres avec des taux d'intérêt variables qui évoluent en fonction des taux d'intérêt.

Selon l'expert, un emprunt obligataire développe plus le marché financier obligataire. A ses yeux, le recours à ce moyen alternatif est «pertinent» dans la mesure où il évite au pays de recourir à l'endettement extérieur. Il l'est tout autant dans la mesure, relève M. Achir, qu'il (l'emprunt obligataire) permet de mobiliser des fonds non bancarisés, se plaçant ainsi comme une forme de bancarisation des fonds informels. Cependant, observe-t-il, il ne s'agit pas seulement de lancer un marché obligataire mais plutôt de permettre la «négociabilité» de ce titre le marché secondaire «pour permettre à la fois la liquidité du titre et aussi la possibilité d'échanger ce titre à tout

moment contre des liquidités». Le taux de rémunération de 5% est jugé intéressant dans la mesure où le taux ne dépasse pas actuellement les 3%. Le taux de 5% est d'autant plus intéressant que le souscripteur n'est pas exposé au risque de change et la dépréciation de la monnaie nationale, juge Mohamed Achir.

Pour sa part, l'économiste Chérif Belmihoub, cité hier par l'APS, a estimé que l'emprunt obligataire constituait une «bonne chose» car «c'est le seul moyen qui reste pour mobiliser l'épargne nationale et faire face aux engagements budgétaires du pays». Il évitera un recours précipité à l'endettement extérieur, explique ce professeur en économie institutionnelle et en management.

Mais l'expert Ali Aït Ferhat ne partage pas cette analyse notamment sur le fait que l'emprunt obligataire était une alternative à l'endettement externe.

Présenté comme une alternative à l'endettement extérieur, cet emprunt interne est d'autant plus incongru qu'il va générer des dépenses d'importation sur les réserves en devises du pays. «Expliquez-moi comment une levée de fonds internes en dinars va-t-elle remplacer l'endettement externe pour les acquisitions de la Sonatrach par exemple ? Il faudra bien payer en



Sellal évite le recours à l'endettement extérieur.

devises l'équivalent de ses acquisitions, non ? Et dans ce cas, il faudra les ponctionner sur nos réserves et rien d'autre», analyse-t-il.

Selon M. Aït Ferhat, cette levée de fonds va alléger le fardeau du déficit de l'Etat mais pas de sa dette qui sera envers les épargnants ciblés. Clairement, l'économiste affirme que cet emprunt finira avec un endettement extérieur un peu plus tard. «Combien lèvera cet emprunt au plus s'il réussit ? Un maximum de 2 000 milliards de dinars disponibles hors des mains des pouvoirs publics en circulation, dont une bonne partie est

constituée des réserves de liquidités inutilisées des banques publiques, cela couvrira un an de déficit budgétaire, pas plus», dit-il.

Avant d'asséner que cette formule «n'a aucune chance» de réussir et n'est «en aucun cas» une alternative au financement de l'économie. «Le gouvernement est piégé dans une politique anti-économique et écoute toutes sortes de sorciers de village coupés de la réalité économique du monde, je crois que c'est cela l'origine de ces sorties qui n'ont aucun sens économique», conclut-il.

Y. D.

AMARA BENYOUNÈS :

«Il faut s'adapter à la nouvelle situation économique»

Pour Amara Benyounès, dans les cinq prochaines années, l'Algérie sera à l'abri d'une grande crise économique mais cela dépendra, dit-il, des réformes profondes qui doivent être entreprises de même qu'une diversification de l'économie nationale. Si ces deux éléments ne sont pas réunis, «nous entrerons de plein fouet dans une crise dangereuse pour l'économie de l'Algérie», prévient-il.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - C'est lors d'une cérémonie d'inauguration du siège de son parti MPA à Oran qui a eu lieu ce jeudi, qu'Amara Benyounès a abordé la question de la situation sécuritaire en Libye, en rappelant la position de l'Algérie concernant ce dossier : refuser toute solution militaire privilégiant le politique. «Nous avons vu l'intervention de l'Otan qui a bombardé durant des semaines cette région, qui a tué Kadhafi et plongé la Libye dans un chaos indescriptible. Grâce aux efforts de l'Algérie nous sommes proches d'un processus politique.»

Revenant sur les déclarations du Premier ministre qui a parlé d'un plan économique 2016-2019 à partir du mois d'avril, l'ancien ministre du Commerce estime qu'il est tout à fait normal de s'adapter à la nouvelle situation économique à laquelle le gouvernement fait face. «Moi si j'étais au gouvernement j'aurais défendu cette thèse qu'il faut s'adapter. On va attendre les premières réflexions du Premier ministre par rapport à ce plan d'action qui sera proposé au mois d'avril prochain, quant à l'emprunt obligataire, c'est-à-dire intérieur c'est lui qui est pour l'instant favorisé. On va donc solliciter l'épargne des Algériens, là encore attendons son lancement et son bilan d'ici la fin de l'année.»

Amara Benyounès, en sa qualité d'ancien ministre d'Etat, a-t-il des regrets quant à des décisions prises durant son mandat, à l'exemple de sa position concernant la réglementation du commerce des boissons alcoolisées qui avait suscité beaucoup de réaction en sa défaveur. A cette question d'un journaliste, il répond avec autant de conviction qu'à l'époque des faits «nul n'est épargné par des erreurs mais concernant cette affaire précisément, non, j'avais raison, je réagis en tant que ministre et non qu'imam, je

n'ai pas à entrer dans les détails du halal et du haram ou de lancer des fetwas, je suis dans la réflexion sur ce qui est légal et illégal. Les boissons alcoolisées ont existé avant, pendant et après mon départ. Qu'ils les retirent alors du marché ! Ils veulent me coller sur le dos cet alcool ?! En tant qu'Algériens, nous consommons 200 millions de litres de boissons alcoolisées, c'est moi qui les bois tout seul ?!». C'est une question commerciale qui concerne des milliards d'argent qui sont dans l'informel, dit-il.

«Légale à la vente mais non soumise aux règles commerciales ?!», s'offusque-t-il.

Revenant sur la nécessité d'entamer de profondes réformes économiques, il explique que cela ne veut pas dire aller vers l'austérité et à l'appauvrissement de la population. «Ça veut dire aller vers l'amélioration des capacités de production du pays, aller vers une plus grande croissance économique, tout le monde s'accorde à dire qu'il faut améliorer le climat des affaires dans le pays, que le foncier industriel est problé-

matique, tout le monde s'accorde à dire que le financement de l'économie par les banques publiques pose problème, qu'on a un déficit en ressources humaines, que l'informel est un vrai cancer pour l'économie nationale... Ce sont tous ces problèmes-là qui nécessitent des réformes structurelles à apporter à l'économie nationale et nous sommes très très loin pour aller vers le Fonds monétaire international pour un plan d'ajustement structurel», rassure-t-il.

A. B.

LE PATRON DU FCE À AÏN DEFLA :

«L'Algérie du pétrole, c'est terminé»

Dans la matinée de jeudi dernier, le chef du Patronat algérien était à Aïn Defla où il a procédé à l'ouverture officielle du bureau du Forum des chefs d'entreprises et installé à sa tête M. Bouzekrini Mourad, un exploitant agricole qui est entré en partenariat avec une des deux fermes pilotes de Bir Ould Khelifa.

Avant la cérémonie d'ouverture, accueilli avec les honneurs dignes d'un ministre, en compagnie du wali, Kamel Abbès, du P/AW, des élus des deux chambres, Ali Haddad a eu à visiter au niveau de la zone Industrielle plusieurs unités industrielles, produits d'investissements privés telles l'usine de fabrication de batteries, l'usine de fabrication de profilés d'aluminium et celle de production d'aliments du bétail, propriété de M. Benzeghaimi, en même temps le patron de la Société SIM.

Après l'inauguration et l'ouverture du bureau du FCE, en plein centre-ville de Aïn Defla, Ali Haddad s'est rendu à la Maison de la culture où il a pris la parole devant une salle archicomble composée de cadres, d'investisseurs installés ou en voie de l'être, d'exploitants agricoles, de chefs d'entreprises publiques et privées, de chercheurs et d'étudiants de l'université Djilali-Bounaâma de

Khemis Miliana et de son recteur, Benzina Mohammed.

C'est le wali qui, le premier, a pris la parole pour mettre en exergue les riches potentialités agricoles de la wilaya de Aïn Defla et des opportunités qui sont offertes pour l'investissement, public et privé dans une grande diversité de créneaux, tout en rappelant «la conjoncture particulière que traverse notre pays tant sur le plan économique que social, que nous sommes interpellés et plus que jamais à surmonter et à relever les défis nécessaires à la naissance de notre économie».

Ali Haddad, à son tour prenant la parole, verse dans le même sens que le wali pour dresser un tableau des potentialités économiques de la wilaya de Aïn Defla et des conditions propices à l'investissement dans divers domaines et créneaux porteurs, tels que le commerce et les services, créateurs de richesses, d'emplois et de dévelop-

pement durable. L'orateur note que la production agricole a atteint un niveau d'excellence tant dans les quantités que dans la qualité, et que de ce fait «Aïn Defla est appelé à devenir un important pôle d'investissements et à jouer un rôle important grâce à la maîtrise des techniques de production, ses terres fertiles, ses ressources hydriques, elle offre des opportunités considérables, non seulement dans le domaine de la production, mais aussi dans le stockage, la transformation et même dans l'exportation de ses produits de grande qualité qui seront à même de conduire à l'autosuffisance et à la sécurité alimentaires».

Ali Haddad fait savoir que «le FCE a présenté au chef du gouvernement en juillet 2015 une vision d'ensemble, réaliste dans différents domaines économiques, à même de promouvoir le développement économique du pays et d'assurer la sécurité énergétique, la sécurité alimentaire et la sécurité numérique» et d'ajouter, le FCE a proposé la création de différents pôles économiques non pas indépendants les uns des autres mais complémentaires, dont la mission est de promouvoir les produits algériens pour qu'ils deviennent compétitifs sur le plan national et international».

Par ailleurs, en marge de la conférence, le patron du FCE annonce la création de 49 zones industrielles à travers le pays et que le gouvernement a décidé le soutien à la production et à la productivité en plus de la levée des contraintes sur le foncier industriel.

Evoquant la tenue de la prochaine tripartite prévue pour le 2 et 3 juin prochain, elle se penchera principalement sur la situation des retraités pour le maintien de leurs acquis sociaux.

De plus, il évoque la mise en place de nouvelles stratégies pour faire face aux nouvelles données de la crise économique qui secoue le monde, notamment après la chute des prix du pétrole et affirme que «l'Algérie du pétrole est terminée».

A propos des 37 milliards de dollars que détient le marché informel jusqu'à nos jours il dira : «Pour encourager le dépôt de cet argent dans les banques par ses détenteurs, une nouvelle stratégie qui consiste à les faire bénéficier d'une ristourne de 5% et pour s'acheminer vers leur autorisation à l'ouverture de comptes anonymes, et ce, après l'échec de la première démarche entreprise pour rassembler ces fonds considérables».

Karim O.